

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3959 - Lundi 13 Septembre 2021 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

Vers un dialogue national sans l'opposition ?



EXAMENS NATIONAUX

**Djaffar Salim déclare partir en guerre
contre la fraude et les fraudeurs**

LIRE PAGE 4

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 11 ao 15 Septembre 2021**

Lever du soleil:

06h 04mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 51mn

Dhouhr : 12h 07mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



DIALOGUE INTER-COMORIEN :

Kiki souhaite la participation de la diaspora

Bientôt s'ouvre le dialogue inter-comorien préconisé par l'Union africaine en vue de venir à bout des crispations nées d'abord de la réforme constitutionnelle de 2018, ensuite de la présidentielle de 2019. Dans son invitation aux forces vives du pays, le chef de l'État Azali Assoumani dit vouloir faire de cet événement le levier pour « les conditions propices au climat d'apaisement dont nous avons tous besoins pour aller de l'avant », les échéances électorales de 2024 entre autres objectifs. Si les principales formations politiques de l'opposition risquent de boycotter ce rendez-vous, le parti Orange de la Mouissance présidentielle compte y prendre part. En revanche, la formation politique de l'ex ministre de l'Intérieur formule le vœu au chef de l'État d'élargir d'avantage la liste des invités pour inclure des membres représentatifs de la diaspora entre autres. Interview.

Question : Le chef de l'État vient d'inviter officiellement votre parti au dialogue national. Quelle suite comptez-vous donner à cette invitation ?

Mohamed Daoudou : Une communication du président de l'Union a été transmise à notre parti dans ce sens. Comme vous le savez, le parti ORANGE a toujours été présent dans le débat démocratique et s'est toujours exprimé librement dans les grands rendez vous de la vie politique du pays. Nous saluons

cette initiative et avons écrit au président de l'Union des Comores pour lui féliciter de sa clairvoyance. Nous lui avons répondu favorablement et lui avons exprimé notre entière disponibilité à participer à ce dialogue.

En effet, le contexte politique et social général indique que le pays a un besoin urgent de ce dialogue pour relever les défis politiques et socio-économiques et ceux liés à la stabilité et au développement du pays qui s'imposent à nous. Nous avons également informé nos partenaires, le corps diplomatique et la communauté internationale, de notre ferme intention de prendre part à cet important événement.

Question : Croyez-vous en la sincérité de cette démarche ?

M.D. : Le dialogue est un vecteur de paix, il ne s'agit donc pas de croire ou pas en la démarche. Dans l'intérêt de la nation, ce dialogue entre les forces vives de la nation est un passage obligé qui permettra à tous les acteurs de surmonter leur méfiance afin d'établir un climat de sérénité et de concorde nationale propice à des avancées qualitatives en matière de gouvernance politique et sociale et de réconcilier les Comoriens de l'intérieur comme de la diaspora. Car les dialogues et les concertations nous apparaissent comme étant la meilleure façon de résoudre les questions politiques telles que le processus de prévention des violences, la gestion des conflits et la réconciliation ainsi que

les problématiques électorales et les autres matières spécifiques aux parties engagées.

Question : Auriez-vous des préalables avant d'y prendre part ?

M.D. : Dans un dialogue on ne pose pas de préalables, on fait des propositions et il y a des compromis à faire. En tant que force de proposition et d'action, ORANGE s'exprimera dans le cadre de ce dialogue le moment venu, et présentera des propositions précises sur les matières proposées pour la discussion. Toutefois, après avoir pris connaissance de la liste des destinataires de la communication du président, nous avons constaté l'absence de membres représentatifs de la diaspora, de personnalités et de partis politiques légalement reconnus. Nous estimons que ces acteurs importants de la vie politique et sociale du pays doivent pouvoir y prendre part. J'ai en vue, entre autres, Me Fahmi Saïd Ibrahim, Me Ibrahim Ali Mzimba, M. Ali Nassor, les anciens Premiers ministres, les anciens ministres des Affaires étrangères que sont Abodo Soefo et Ahmed Ben Saïd Jaffar, les partis politiques Al Kamar de Salim Saandi, Abasse Mohamed Dahalane et le FNJ

Question : Comment percevez-vous ce dialogue par rapport au contexte politico-juridique actuel, notamment la détention de l'ancien président de la



République, Sambi, et du gouverneur déchu d'Anjouan, Salami ?

M.D. : Je crois que ce sujet n'a pas été retenu parmi les matières proposées pour la discussion. Toutefois ce rendez-vous doit pouvoir aborder, sereinement, toutes les questions susceptibles d'aider à parvenir à ses objectifs qui sont la stabilité du pays, la confiance retrouvée entre toutes les forces vives de la nation et la résolution des questions cruciales liées à la vie de tous les jours de nos concitoyens. Cependant, il ne va pas s'agir de faire table rase du passé, de tout mélanger entre politique, la cherté de la vie et justice, etc..., de renier tout ce qui a été fait et ce qui s'est passé jusqu'ici. Il y a, certes, des sujets qui doivent être ajoutés aux matières retenues pour ce dialogue. Il s'agit, à notre sens, de ceux qui préoccupent quotidiennement la

population à l'instar des crimes barbares auxquels nous assistons ces derniers temps, des violences sous toutes les formes faites aux femmes et aux enfants ainsi que de l'impact économique de la pandémie de la covid-19, qui a affecté les conditions de vie notamment. Il ne va pas s'agir, à notre sens, d'un énième recommencement.

Question : Ne craignez-vous pas que la montagne accouche d'une souris ?

M.D. : En tant qu'acteur engagé dans la dynamique de l'Émergence, notre parti n'a aucun doute quant à l'issue de ce dialogue. Nous sommes convaincus que ce forum politique dégagera des compromis utiles entre les forces vives du pays.

Propos recueillis par TM

MÉDIAS

Gondet passe le relais à la jeune génération

Après plus de vingt années passées au sein de votre journal, le journaliste chroniqueur de la rubrique sport de La Gazette des Comores laisse la place à la nouvelle génération. Un pot d'au revoir était organisé en son honneur samedi dernier à la salle de rédaction. C'était un moment émotionnel pour le personnel de cette boîte et leurs confrères.

Depuis juillet dernier, Bacar Madi Gondet a décidé de prendre sa retraite pour raisons de santé. Avec l'âge, la fatigue et la perte de vision, il s'est dit qu'il est temps de passer la main. Par cette occasion, le personnel de La Gazette et sa direction ont organisé un pot d'au revoir le samedi 11 septembre dernier. L'événement a vu la participation de directeur général de l'Al-watwan et d'autres journalistes de sport. Et c'était un moment émotionnel pour le personnel et

leur confrère. « Nous sommes là en l'honneur de notre confrère Gondet. Il était grand frère, un père enseignant pour nous. Il était le doyen de la boîte et notre vitrine au sein de la rédaction. Il était sociable et on dirait qu'on avait le même âge vu les blagues qu'on faisait ensemble. Aujourd'hui, il a décidé de passer la main, car l'âge ne lui per-

met pas. Raison pour laquelle nous avons organisé cette cérémonie pour lui montrer notre satisfaction et notre amour envers lui. Et bien évidemment, il va nous manquer », avance avec émotion Mohamed Youssouf, le rédacteur en chef de la Gazette des Comores.

De son côté, le directeur de publication du quotidien montre

qu'il était un grand élément du journal et incarnait la jeunesse sportive avec sa rubrique sport. « Chaque matin, pas mal de jeunes achètent le journal pour lire ses articles. Durant vingt ans qu'il était ici, il faisait son travail avec amour. Il était dévoué pour son boulot et vient de bon matin. Parfois il écrit ses articles sans même bouger grâce à son carnet d'adresse bien fourni. J'en n'ai pas les mots pour le qualifier tellement il aimait son travail », montre à son tour Elhad Said Omar. Et d'ajouter : « Chaque personne est censé partir à la retraite un jour. Espérons que cette génération prendra la relève et fera ce métier avec autant d'amour et de persévérance. Et surtout suivre l'exemple de Gondet ».

Quant à Gondet, il était ému par le geste. « Je n'ai pas les mots pour vous remercier. Tout ce que je peux vous dire, je n'ai jamais regretté d'avoir travaillé avec vous. Vous étiez mes collè-

gues, mes enfants et des bons amis. Certes, parfois on se dispute mais, c'est comme ça quand on est ensemble. J'ai travaillé ici pendant vingt ans. Il y a ceux qui étaient à l'école, l'université. Pourtant, on a travaillé ensemble », dit-il, les larmes aux yeux. Avec l'expérience, ce dernier montre que dans ce métier, parfois tu es applaudi ou pointé du doigt.

Maoulida Mbae, l'actuel directeur général d'Al-Watwan montre à son tour qu'il lisait Gondet depuis qu'il était à l'université. « Ses articles m'ont toujours impressionné. À mon retour au pays, je l'ai côtoyé ici en travaillant ensemble. J'étais rédacteur en chef et on n'avait jamais eu de problème avec ses papiers », indique-t-il. Cet ancien rédacteur en chef de La Gazette affirme qu'il n'a jamais vu un homme aussi souple et sociable comme Gondet.

Nassuf Ben Amad



Gondet avec ses confrères à La Gazette des Comores.

POLITIQUE

Vers un dialogue national sans l'opposition ?

Bientôt s'ouvre le dialogue inter-comorien préconisé par l'Union africaine début juin, juste après le tumulte du 26 mai, en vue de venir à bout des crispations nées d'abord de la réforme constitutionnelle de 2018, ensuite de la présidentielle de 2019. Dans son invitation aux forces vives du pays, le chef de l'État Azali Assoumani dit vouloir faire de cet événement le levier pour « les conditions propices au climat d'apaisement dont nous avons tous besoins pour aller de l'avant », les échéances électorales de 2024 entre autres. Mais chat échaudé craint l'eau froide, l'UPDC comme la majorité des formations politiques de l'opposition, juge cette requête « irrecevable ».

Encore une table ronde de quelques jours pour plancher sur des thématiques prédéfinies par le chef de l'État dans son invitation du 9 septembre aux forces vives du pays : les échéances électorales de 2024, la réforme de la Commission électorale, la révision du découpage électoral, la mise en application de la loi sur les partis politiques, la place et le rôle de l'opposition dans la gestion du pays. Ce dialogue est annoncé alors que l'Union africaine reconnaît que « la situation politique aux Comores reste tendue et fragile » à plus d'un

titre. Le noyau des tensions reste rappelons-le la réforme constitutionnelle de 2018 qui a permis au chef de l'État Azali Assoumani, initialement élu pour 5 ans en 2016, de rester au pouvoir jusqu'en 2024 au moins.

Parallèlement à ce tripatouillage du texte fondamental, l'emprisonnement de plusieurs leaders politiques à la tête desquels l'ancien président Sambi, et le gouverneur déchu d'Anjouan Salami. C'est peu dire que l'organisation d'un dialogue inter-comorien est une bonne idée en soi. Seulement, d'emblée plusieurs indices suscitent le doute de l'opposition quant à l'issue de cette table ronde qui n'est pas la première du genre avec le régime en place. Les Assises nationales de 2018 n'ont aux yeux de beaucoup, « rien apporté à part renforcer le pouvoir d'Azali ». La répression continue de plus belle, l'État de droit n'existe qu'à l'état d'hypothèse, l'ouverture tant espérée lors du dernier remaniement ministériel s'est avérée illusoire. Autant dire que le régime est parvenu en un temps record à fournir le bâton pour se faire fouetter. Dernier fait en date qui pourrait avoir influé dans l'organisation de ce dialogue, l'emprisonnement des leaders de Mabedja, ce mouvement issu de la diaspora de France dont des membres venus aux Comores pour les droits et libertés fondamentaux sont poursuivis pour participation à un groupe criminel

organisé, association de malfaiteurs et troubles à l'ordre public.

« Il n'est pas question pour nous de participer à une opération de diversion. Le seul dialogue qui vaille aujourd'hui est celui qui porterait sur le rétablissement de l'ordre constitutionnel et démocratique. Inviter l'opposition et la société civile à négocier sur les modalités d'organisation des élections de 2024 c'est faire injure au peuple comorien. Et c'est prendre aussi les représentants de la communauté internationale pour des girouettes. N'oublions pas que ses observateurs ont tous fait le constat que le référendum constitutionnel de 2018 et la présidentielle de 2019 n'ont tout simplement pas eu lieu », devait cogner Youssouf Boina, cadre du parti UPDC dont il fut le secrétaire général. Installé à Paris depuis quelques années, notre interlocuteur estime que si le chef de l'État s'est empressé d'inviter l'opposition et la société civile, c'est pour « une mise en scène visant à faire bonne figure à la veille de l'arrivée de l'émissaire de l'Union africaine. Mais n'étant pas un novice, celui-ci comprendra que cette initiative est au plus une comédie de mauvais goût ». De la comédie ou pas, du côté du pouvoir les choses vont bon train. Le chef de l'État a en effet désigné ce week-end le coordinateur du dialogue en la personne de Mohamed Touhiri.

« Je ne dirais jamais assez que

non seulement l'initiative d'Azali est irrecevable en raison de son objet, mais manque aussi de crédibilité. S'il était sérieux, la moindre des choses eût été de libérer l'ensemble des prisonniers politiques, et à plus forte raison les têtes de l'opposition. Qui représenterait à juste titre l'Updc et Juwa si ce n'est Mamadou et Sambi ? Il n'y a pas de doute, ce dialogue fera long feu. Certes, comme lors des assises dites nationales, Azali cherchera à forcer le destin. Mais il y a fort à parier que plus personne de

sérieux n'acceptera d'être le dindon de la farce. Seuls quelques éléments corruptibles et manipulables joueront le jeu ». Des réquisitoires d'une telle virulence, l'envoyé spécial de l'Union africaine Bakole Adaye, arrivé à Moroni depuis hier dimanche, en aura plein les oreilles dans son entretien avec l'opposition ce lundi, avant la fin de sa mission mercredi prochain.

TM

EN BREF...

Delphine a récupéré son passeport et visa

Arrivée vendredi dernier à l'aéroport de Hahaya pour soutenir son mari Chamouin, arrêté et placé en mandat de dépôt à la prison de Moroni, Delphine Soudjay s'est vue confisquée son passeport et celui de son enfant pour des raisons techniques. Selon le service concerné de l'immigration, son passeport lui a été rendu. « Il n'y avait aucun problème, mais pour des raisons techniques, on lui a demandé de venir reprendre son passeport le lendemain. On lui a rendu son passeport avec son visa comme convenu », rassure la Paf estimant que cette dame a parfaitement le droit d'être aux Comores ainsi que son enfant, qui est comorien de père. Pour mémoire, Chamouin et Farhane ont été placés en mandat de dépôt pour cause de « participation à une association de malfaiteurs et trouble à l'ordre public ».

Chamouin et Farhane chez le juge d'instruction



Arrêtés et placés en mandat de dépôt depuis deux semaines, Chamouin et Farhane du mouvement Mabedja, ont été entendus samedi 11 septembre dernier par le juge d'instruction. D'après l'avocat de la défense Me Gérard Youssouf, l'audition s'est déroulée dans un climat de paix. « Mes clients ont répondu aux questions qui leur ont été posées. Maintenant nous allons attendre la suite », souligne-t-il. Pour rappel, ils sont tous les deux accusés pour des faits de troubles à l'ordre public, d'association de malfaiteurs et participation à un groupe criminel organisé à la veille d'une manifestation pacifique contre la vie chère, la violence faites aux enfants et les inégalités sociales à Ikoni. Une thèse que le parquet de la République rejette et parle d'une diversion pour des fins politiques.

Une femme arrêtée pour un faux test PCR

Une femme d'une quarantaine d'années a été arrêtée vendredi 10 septembre dernier par les services de la police aux frontières (PAF) de l'AIMPSI, pour cause de faux document de test RT/PCR négatif. Selon nos informations, elle aurait utilisé un identifiant d'un homme pour prendre les cieux pour Paris, ce qui a tout de suite alerté les agents sur place. Arrêtée et placée en garde à vue, une enquête a été ouverte afin d'éclaircir cette affaire. Pour rappel, le mois dernier, un médecin, un infirmier et un agent de santé communautaire ont été arrêtés par la gendarmerie d'Anjouan pour trafic de faux certificat de tests négatifs de la covid-19, et ce malgré que le ministère de la santé ait mis en place un système de numérisation pour éviter ce genre de fraude.

Rassemblés par Andjouza Abouheir

POLITIQUE

A Mohéli les avis divergent sur l'appel à un dialogue national

Dans un courrier publié ce jeudi, le chef de l'État Azali Assoumani appelle l'opposition, la mouvance présidentielle et la société civile à un dialogue « sincère, inclusif et constructif afin de transcender les divergences et faire avancer la démocratie dans le pays ». Et de là, créer les conditions favorables aux échéances électorales de 2024. La Gazette des Comores a recueilli quelques réactions de la population par rapport à cette main tendue du président Azali.

« Moi personnellement je trouve que c'est de la poudre aux yeux pour lui permettre d'arriver à ses fins tout comme il l'a fait lors des assises », pense Attoumane Mahoma Conseiller pédagogique. Ce frère de l'ancien Ministre de la justice soutient ses arguments par la manière dont les assises nationales qui avaient nourri tous les espoirs des comorien se sont déroulées. « Même les personnes à prendre la parole lors de la cérémonie officiel-

le de restitution étaient programmées, moi j'avais eu la parole car mon nom a été confondu avec celui de mon frère Moussa Mahoma et lors que j'ai commencé à dire les choses on m'a coupé la parole » a regretté ce militant du parti Juwa qui dit s'exprimer à son nom propre mais pas au nom de son parti. « Si vraiment Azali est sincère cette fois-ci et cherche l'apaisement, il doit commencer tout d'abord par libérer tous les prisonniers politiques » pense-t-il avant de poser une deuxième condition qui est celle de ne pas donner aux autorités de l'île le pouvoir de désigner les participants. Attoumane Mahoma appelle tout le monde à se voir rapidement afin de prendre une décision commune.

Quant à Abdoulwahab Said Attoumane, un jeune fervent défenseur du régime, il ne voit pas l'utilité d'organiser ce dialogue car pour lui, l'opposition ne cherche que le pouvoir sans aucun programme de développement. « Ce sont des gens qui ne cherchent que déstabiliser le régime et prendre le pouvoir »,

croit-il.

Pour Assane Mohamed, instituteur très connu sur les réseaux en défenseur du régime, Azali a pris conscience que malgré les bonnes actions entreprises dans le pays, il y aura toujours des remous car les élections précédentes se sont mal déroulées et il doit faire en sorte que les prochaines échéances soient acceptées par tout le monde.

Fayçal Bianrif, un jeune entrepreneur dans l'agriculture appelle, quant à lui, à éviter la politique de la chaise vide. « Azali est un homme, il y a deux possibilités, soit il est sincère vu la crise que traverse le pays; soit il veut faire la même chose que les assises et dans les deux cas, il faut aller au dialogue sur de bonnes bases et on n'a pas d'autres alternatives » pense-t-il car selon lui, l'essentiel ce n'est pas de changer des personnes à la tête du pays car on a essayé avec toutes les catégories de profil et le pays n'avance pas.

Riwad

ÉNERGIE

La SONELEC a démantelé un réseau de trafic de compteur électrique

La Société nationale d'Électricité des Comores a démantelé samedi dernier un réseau de trafic de compteur. Trois femmes sont actuellement en garde à vue et une enquête a été ouverte afin de mettre la main sur le cerveau de ce trafic.

Au nord de la capitale, la société nationale d'électricité des Comores avec le concours de la police nationale a démantelé un réseau de trafic de compteur. Dans une maison, la police a retrouvé 167 compteurs à cartes prépayés et deux compteurs à disque dont l'agent s'est servi pour alimenter 15 maisons dans la zone. Sous l'assistance d'huissier de justi-

ce, le directeur général de SONELEC se dit choqué par ce qu'il a vu.

« Effectivement, ce samedi matin, nous avons découvert une cabane en tôle formée de deux petites chambres bien occupées à la fois par des compteurs à cartes et deux compteurs à disques. Et cette dernière était transformée en mini central de Sonelec. A l'intérieur de cette cabane, on y trouve plus de 15 sacs contenant 167 compteurs à cartes et deux à disques », explique Soilihi Mohamed Djounaid.

Selon les premières informations recueillies, il s'agit d'un ancien agent de la Sonelec licencié depuis 2018 à cause d'un vol de matériel. « Actuellement, il a disparu dans la nature mais je vous le

promets qu'il sera appréhendé tôt ou tard », dit-il, avant d'ajouter que « il y a eu plusieurs arrestations dans le voisinage par la police pour faciliter l'enquête afin de localiser où se trouve ce grand bandit ».

Le directeur général de la Sonelec promet dans les prochains jours d'entamer une vérification totale dans tous les quartiers de Moroni afin de démanteler et appréhender les fraudeurs », promet-il. C'est ainsi qu'il appelle la population à soutenir les efforts de la boîte afin qu'il y ait une pérennisation de la fourniture de l'électricité.

Ibnou M. Abdou



EXAMENS NATIONAUX

Djaffar Salim déclare partir en guerre contre la fraude et les fraudeurs

Entre correcteurs fallacieux ou des surveillants irresponsables, le tout nouveau ministre de l'éducation nationale affiche sa détermination à lutter contre les fraudes aux examens nationaux.

Avant le début du baccalauréat ce dimanche 12 septembre, le ministre de l'éducation nationale a saisi l'occasion pour mettre en garde les éventuels fraudeurs et tricheurs qu'ils soient élèves, enseignants, surveillants ou responsables du ministère. Et selon lui, il n'épargnera personne. « Je suis conscient du fléau qui gangrène les examens nationaux. Et c'est pourquoi on n'épargnera personne », lance Djaffar Salim, le nouveau ministre de l'éducation nationale. Tout un arsenal répressif en matière administrative ou judiciaire est mis à sa disposition et sera activé sans état d'âme pour venir à bout de toutes formes de fraudes.

En présence de son cabinet, du substitut du procureur de la répu-

blique et d'un agent de la gendarmerie nationale, il dénonce aussi les fuites de sujets qui se répètent tous les ans tout comme les faux diplômes qui, selon lui, sont monnaie courante. « Mon objectif est de rendre la crédibilité au Bac comorien », croit-il, tout en dénonçant par ailleurs l'absence de structures censées veiller sur ces examens comme l'observatoire des examens ou encore la commission de discipline. « Ce sont toutes ces défaillances que nous devons combattre ensemble », poursuit-il, en montrant qu'il a été interpellé lors du premier conseil des ministres sur cette question de crédibilité du bac comorien et des faux diplômes.

Suite à ce constat général, le successeur de Moindjié Mohamed Moussa annonce qu'il part en guerre contre toutes ces pratiques et leurs auteurs quel que soit leur niveau. Pour y parvenir, Djaffar Salim Allaoui souhaite s'appuyer sur les textes déjà en vigueur notamment aux deux arrêtés signés



par son prédécesseur. Il s'agit en effet d'un arrêté sur les sanctions aux auteurs de fraudes et manquements aux examens et concours, pour le premier tandis que le deuxième porte sur l'organisation des examens nationaux.

Devant la presse, le ministre de l'éducation annonce qu'il n'a rien changé du schéma déjà mis en place par l'ancien ministre. « Mon ami a déjà préparé le terrain et moi je ne vais rien changer. Toutefois, j'ai reçu les présidents de jury du Bac et

Bepc en leur rassurant que si tout se passe comme il faut, je leur promets de leur donner tous mes fonds spéciaux du mois de septembre », conclut-il.

Ibnou M. Abdou

BACCALAURÉAT 2021

Les 13.921 candidats ont débuté les épreuves écrites



Le baccalauréat a démarré hier dimanche avec les épreuves écrites. Au total 13.921 candidats vont plancher sur toute l'étendue du territoire nationale.

Comme prévu, les épreuves du baccalauréat ont débuté hier dimanche 12 septembre sur toute l'étendue du territoire. Selon le président du jury de Moroni docteur Ali Mohamed, tout s'est déroulé dans le calme et la sérénité dès l'ouverture des salles à 8 heures. « Toutes les dispositions sont prises pour assurer un bon déroulement des examens. Aucun incident majeur dans le sous-centre de

Moroni. Ce matin, un accident s'est produit à Dimani, heureusement les candidats ont échappé belle et sont actuellement en salle d'examen », souligne-t-il.

En effet, un bus transportant 15 candidats pour Foubou-dzivuni a eu un accident en cours de route. 5 d'entre eux ont eu des égratignures mais ont pu rejoindre les salles d'examen. Et pour faire barrière à la Covid-19, toutes les dispositions sanitaires ont été mises en place pour protéger les candidats et surveillants, par le port du masque et le lavage de mains.

Quant aux directives anti-fraude du ministre de l'éducation nationale,

elles ont été appliquées concernant tous les smartphones, qui ont été confisqués durant les épreuves. Pour rappel, le ministre de l'éducation avait mis en garde les éventuels fraudeurs et tricheurs qu'ils soient élèves, enseignants, surveillants ou responsables. Il est parti « en guerre » contre toutes ces pratiques et leurs auteurs et ce, quel que soit leur niveau. « Je vais poursuivre les fraudeurs jusqu'au dernier de retranchement » avait-il prévenu. Au total 13.921 candidats sont inscrits sur ces épreuves qui prendront 5 jours soit du 12 au 17 septembre.

Andjouz Abouheir

FOOTBALL, COMORIENS ABROAD

Myziane Maolida (Hertha) : "Je me sens bien et heureux d'être ici"

Transféré au Hertha Berlin à une journée de la fin du mercato estival, Myziane Maolida commence à s'adapter à la vie berlinoise. L'ancien attaquant de l'OGC Nice compte apporter ses qualités et aider son nouveau club à réaliser une bonne saison. Une semaine après son arrivée, il se sent déjà heureux d'être à Berlin.

Après des saisons mouvementées et compliquées par des blessures, Myziane Maolida espère tourner la page. L'ancienne pépite lyonnaise ambitionne de se relancer en Allemagne. Au Hertha Berlin, le franco-comorien de 22

ans veut étaler tout son potentiel. Et il sait très bien ce que les berlinois attendent de lui. « Je dois apporter mes qualités dans l'action offensive. C'est ce sur quoi le coach compte. Faire des passes décisives, marquer des buts. C'est mon travail », tient d'emblé à rassurer l'enfant de Boulogne-Billancourt.

Aucune pression pour Myziane Maolida

Un nouveau championnat et un nouveau défi à relever. Une nouvelle ville et une nouvelle langue à apprendre. Une semaine après sa signature, Myziane Maolida se dit

prêt et à l'aise. « Je me sens bien et j'ai été très bien reçu par toute l'équipe. Je suis heureux d'être ici. J'ai déjà pu visiter la ville, avoir fait quelques balades sur le Ku'damm et essayé quelques restaurants. Ma première impression est géniale : Berlin est une très belle ville », poursuit-il. Mais la situation sportive du club va demander beaucoup plus d'efforts. Actuelle lanterne rouge de la Bundesliga, Hertha doit rapidement rattraper son retard après trois défaites en ce début de championnat.

« Nous avons de bons joueurs dans nos rangs, reste confiant le nouveau numéro 11 de la Vielle Dame berlinoise. Avec cette équipe de qualité, nous pouvons créer de

belles choses ensemble. Je ne ressens aucune pression. Si nous nous concentrons sur notre travail, faisons notre travail sur le terrain jour après jour, alors les améliorations de notre jeu et du classement viendront. J'en suis convaincu ». À commencer par le prochain match face au VfL Bochum. Et il faut dire que Maolida a hâte de retrouver le terrain. « J'aime dribbler, m'associer avec mes coéquipiers et apporter ensemble des mouvements créatifs sur le terrain. Je suis définitivement prêt et j'espère qu'à Bochum je pourrai contribuer directement à faire en sorte que nous y jouions un match réussi ».

Boina Houssamdine

HABARI ZA UDUNGA

Tout est question d'opportunité et de génie dans l'opportunisme

Beaucoup de nos cadres et autres intellectuels, ont le plus grand mal à se retrouver dans les dédales sans fin des traditions des îles de la lune et de la charpente institutionnelle. Et quand l'on parle de traditions, on a encore un mal fou à définir les contours et les limites. Entre ceux qui combattent bec et ongles le grand mirage, pardon, mariage, et ceux qui se disent partisans d'une modernité, il y a la grande masse qui ne sait pas où donner de la tête. En vérité les cadres sont désillusionnés et désabusés car ils naviguent en dehors de toute considération éthique ou philosophique.

Le microcosme politique a cassé tous les systèmes de navigation et chacun pilote à vue. Il y a une absence inquié-

tante de répondant du corps social face à des maux qui exigeraient un véritable sursaut dans le vrai sens du terme. Les réseaux sociaux sont venus ajouter un plus dans cette confusion ambiante, sous les cocotiers, où tout et chacun est devenu donneur de leçons au petit peuple.

On peut donc se demander, quel est le ressort qui est cassé, pour nous rendre amorphes, face à des situations passablement compliquées pour ne pas dire autre chose. Un des multiples grands leaders du microcosme sous les cocotiers, disait dans nos colonnes, qu'il faudrait psychanalyser le pays et la communauté internationale dans leur ensemble.

Certains aimeraient connaître les résultats de leur propre séance de psychanalyse. Cela pourrait décider les uns et les autres à s'y

adonner, pour le bien-être du pays. On ne sait jamais ! Dans la réalité, le pays n'est jamais sorti de la logique des sultans batailleurs. Une logique de pouvoir pour le pouvoir qu'autre chose. Le pouvoir est devenu en quelque sorte, grand mariage. Il faut que chacun y passe et reçoive le turban sur la tête et soit sultan à la place du sultan, le temps qu'un autre vienne y prendre la place.

Les discours déclamatoire récités ici et là, n'ont qu'une valeur symbolique et sont destinés essentiellement à usage externe. Les vrais discours, ce sont des non-dits que les spécialistes savent décoder et tirer les dividendes le moment venu. Tout est question d'opportunité et de génie dans l'opportunisme, ajouteront les mauvaises langues.

Le pouvoir actuel qui essaie

tant bien que mal à mettre en place les structures pour asseoir un état de droit a du mal à prendre ses marques. Nous pensons que le débat doit porter sur la mise en place d'un véritable état impartial et reconnu comme tel

par l'opinion. Sans cela, on pourra toujours changer les pions de l'échiquier politique, on retombera sur les travers du passé consistant à se parer des vertus de l'équilibre insulaire.

Mmagaza

ACTUALITÉ DE MOHELI EN BREF
FC Itsamia en D2

L'équipe football FC Itsamia va jouer en deuxième division la saison prochaine après sa victoire 3 buts à 1 contre FC Koukoule. Le FC Itsamia a été porté par son capitaine auteur d'un doublé. Le village d'Itsamia est connu pour ses plages de ponte des tortues et Ouallah 2 pour le site de Sambadjou. Ces deux localités s'affrontent pour un concours de sauvegarde du patrimoine. Mais Cette fois-ci c'est le football qui a opposé le week-end dernier FC Itsamia et FC Koukoule de Ouallah 2 au stade de Djoiezi pour un match comptant pour les barrages permettant d'accéder en deuxième division. Itsamia par leur capitaine Zaidou Chakir Bouldane alias Moketé s'est offert un doublé dès la fin de la première partie. Au retour des vestiaires, Koukoule a réduit le score en marquant un but. Mais FC Itsamia n'a pas lâché prise et aggrave le score par un troisième but. Le match s'est donc terminé à un score de 3 buts à 1. Cette victoire va donc ouvrir à FC Itsamia la porte de D2 de la ligue de football de Mohéli pour la saison 2021/2022.

Banda Bitsi s'est installée à Mohéli

Banda Bitsi, une association comorienne créée en 2015 à Moroni vient de s'installer cette année à Mohéli après Anjouan en 2018. Cette association a pour but de valoriser le patrimoine comorien par la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, mais aussi s'intéresse à la protection de l'environnement avec la gestion des déchets et du recyclage. C'est à Bangoma où la cérémonie de mise en place de cette association d'envergure nationale s'est déroulée en présence des éléments de la gendarmerie nationale, des autorités insulaires chargé de la protection de l'environnement et d'autres personnalités. Informer, sensibiliser, prévenir, agir, protéger et le recyclage sont les devises de cette association environnementale.

Misbahou Abdou a remis les clés à Mhadji Nouridine à l'INRAP

Une cérémonie de passation de service entre Misbahou Abdou, le créateur de l'entreprise de fabrication de farine à base de manioc et Mhadji Nouridine un jeune de 36 ans diplômé de l'université de Tulear Madagascar avec un master 2 de biodiversité et environnement spécialisé en phyt parasitologie a eu lieu samedi dernier au CRDE de Fomboni. La cérémonie a été honorée par le délégué chargé de l'environnement et le secrétaire général au gouvernorat de Bonovo par leurs présences. L'INRAP (institut national des recherches pour l'agricultrice et la pêche) est une branche mère de la direction de la pêche, de la production et celle de l'environnement.

Rassemblés par Riwad



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊT

Titre: Appel à manifestation d'intérêt pour la fourniture et livraison d'un véhicule

Contenu :

Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.

L'objet de la consultation porte sur « la fourniture et livraison d'un véhicule » pour Expertise France.

Les détails de la consultation se trouvent dans le dossier de consultation.

Vous pouvez demander le dossier de consultation complet en écrivant à l'adresse suivante :

log.comores@expertisefrance.fr

Date limite de réception des offres : Le Mercredi 13 Octobre à 17h (heure de Moroni).



UNION DES COMORES
Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Banque Centrale des Comores

Projet d'Appui au développement du Secteur financier « P166193 »

Appel à candidature pour le recrutement d'un consultant individuel pour accompagner la Direction de la Surveillance des Banques et de la Réglementation (DSBR) dans la rédaction et l'implémentation d'un référentiel comptable

Date de l'avis : 07 Septembre 2021

1. Contexte

L'Union des Comores a reçu un don et un crédit auprès de l'Association Internationale de développement (IDA) pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier qui a pour objectif d'accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce fonds sera utilisée pour effectuer les paiements à titre du contrat portant « recrutement d'un conseiller pour accompagner la Direction de la Surveillance des Banques et de la Réglementation (DSBR) dans la rédaction et l'implémentation d'un référentiel comptable sous forme d'une note méthodologique précisant les modalités de renseignement des états déclaratifs émis par la BCC et adressés aux institutions financières. »

2. Objectif de la mission

En l'absence de plan comptable national des établissements de crédit, le travail du consultant vise à :

- * Harmoniser les états déclaratifs ;
- * Assurer la cohérence entre les informations à la disposition des établissements de crédits et la rubrique renseignée ;
- * Fiabiliser les informations financières ;
- * Optimiser la vérification des données par le superviseur.

3. Description du Poste

Tenant en compte de ce qui précède, le consultant aura pour mission de :

- 1- Valider les amendements proposés aux textes réglementaires par les précédentes missions (y compris les annexes) ;
- 2- Proposer les amendements adéquats en liaison avec les évolutions des recommandations de Bâle ;
- 3- Proposer les états relatifs aux informations complémentaires en liaison avec les états principaux ;
- 4- Compléter les états déclaratifs relatifs à l'activité de monnaie électronique ;
- 5- Mettre à jour le projet de guide méthodologique pour le remplissage des états déclaratifs de la BCC initié par AFRITAC. Dans ce guide, il doit être indiqué clairement les éléments à prendre en compte dans chaque ligne de tous les états déclaratifs ci-dessous cités. La BCC communiquera par mail au consultant tous les états déclaratifs et leurs règlements.
- 6- Organiser 2 séances de validation du guide qui serait élaboré par le consultant :
 - o Avec la direction de la supervision bancaire de la BCC ;
 - o Avec les responsables des établissements de crédits chargés de l'établissement de ces états ;

Les états déclaratifs à prendre en considération sont :

- 1) Déclaration des fonds propres prudentiels (cf. règlement n°2) ;

- 2) Exigences en fonds propres (cf. : règlement n°3)
- 3) Division des risques (cf. : règlement n°4)
- 4) Gestion de risques (cf. : règlement n°5)
- 5) Situation comptable et compte de résultat (cf. : règlement 6 et circulaire 001)
- 6) Réserves obligatoires (cf. : règlement n°7)
- 7) Comptes de correspondants étrangers (cf. : règlement n°9)
- 8) Opérations interbancaires (cf. : règlement n°10)
- 9) Contrôle interne (cf. : règlement n°11)
- 10) Monnaie électronique (Loi sur les services de paiements et (cf. : règlement n°01-2017)

4. Durée du travail du consultant :

La mission se déroulera sur une durée maximale de 70 jours et sera effectuée à distance compte tenu des conditions sanitaires actuelles, mais pourra s'effectuer sur place si la situation sanitaire l'autorise.

5. Profil du Consultant :

Le poste est ouvert à toute personne justifiant d'une expérience avérée dans la réalisation des travaux similaires ; et :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire BAC+5 en droit des affaires, en droit bancaire et financier ou diplôme équivalent,
- Des compétences en contrôle bancaire, notamment une expérience dans la réglementation bancaire,
- Des connaissances confirmées des normes comptables et financières, normes bâloises etc...
- Des compétences en matière juridique, seront un atout supplémentaire.

6. Les personnes **intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des** termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 00 minutes (heure locale) ou sur le site web www.banque-comores.km .

7. Le Consultant (Consultant Individuel) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016** et les mises à jour de Novembre 2017 et Août 2018.

8. Les manifestations d'intérêt, constituées : i) **d'une lettre de motivation**, ii) **d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat** et iii) **des copies des diplômes, attestations de bonne exécution et/ou certificats de travail**, , doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores – Place de France – Moroni – Tel : 773 10 02 - Poste 173 – E-mail : Housna.UGP@banque-comores.km et copier Anfifa.UGP@banque-comores.km , **au plus tard le Mardi 21 Septembre 2021 à 10 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores à l'attention de Madame la Coordinatrice Nationale avec la mention « recrutement d'un consultant individuel pour accompagner la Direction de la Surveillance des Banques et de la Réglementation (DSBR) dans la rédaction et l'implémentation d'un référentiel comptable ».**